Honduras : des femmes luttent pour la terre dans un contexte de violence et de meurtres

Des paysans et des paysannes de la Vallée de l'Aguán, au Honduras, subissent une répression violente après avoir entrepris des actions organisées pour reprendre les terres qui leur avaient été octroyées dans le cadre d'une réforme agraire qui, commencée au début des années soixante-dix, n'a jamais été complétée.

La Loi sur la Réforme agraire, approuvée en 1972, fut appliquée à la région du Bajo Aguán qui, jusque-là, n'avait pas été affectée à la production agricole. C'est alors que commence à se préparer dans la région l'expansion de la monoculture du palmier à huile, destinée à approvisionner les industries cosmétique et gastronomique et, à l'heure actuelle, à la production d'agrocombustibles.

À l'époque on encouragea la création de coopératives de travail et on accorda des prêts pour la plantation de palmiers. Avec l'appui de banques internationales et de l'État hondurien, des routes et d'autres infrastructures furent construites pour faciliter l'accès aux terres.

Plus tard, dans les années quatre-vingt-dix, la Loi sur la Modernisation et le Développement du secteur agricole permit à des propriétaires fonciers locaux, comme Miguel Facussé, d'accumuler des terres, ce qui encouragea encore davantage la production extensive de palmiers dans une grande partie du Nord du Honduras et, en particulier, dans le Bajo Aguán. Les familles qui avaient été bénéficiaires de la réforme agraire furent persuadées dans certains cas, et forcées dans d'autres, à transférer leurs terres à ces grands propriétaires.

Face à la perte de leurs moyens d'existence, beaucoup de ces familles commencèrent à s'organiser en mouvements paysans et à réclamer au gouvernement le respect de ce qui, à leur avis, était leur droit à la terre. À partir de 2000, après de longues négociations infructueuses, les paysans décidèrent de récupérer leurs terres, ces terres plantées de palmier à huile qu'ils considéraient comme leur appartenant.

Le coup d'État de 2009 aggrava le conflit agraire dans la région d'Aguán ; les violations des droits de l'homme devinrent si graves que certaines organisations de défense des droits de l'homme commencèrent à les suivre et à leur donner une diffusion internationale. Une mission internationale visita la région et rédigea le rapport « Situation des droits de l'homme dans la Vallée de l'Aguán ». Selon se rapport, « la répression se manifeste par une série d'actions et d'omissions de l'État, qui vont de la violence exercée par la police, les militaires et les services de sécurité privés des propriétaires fonciers, à l'utilisation du système judiciaire pour intimider et démotiver ceux qui luttent pour la terre ». [1]

En 2011, des organisations sociales et pour les droits de l'homme, nationales et internationales, et les mouvements paysans de l'Aguán, créèrent l'Observatoire permanent international des droits de l'homme du Bajo Aguán, un espace destiné à l'observation, au soutien et à l'accompagnement afin de prévenir les violations des droits de l'homme.

DERNIÈRE MINUTE

À l'aube du 12 mars dernier, le paysan Marvin José Andrade, du village de Cayo Campo limitrophe de l'établissement paysan La Lempira, fut trouvé assassiné. Son corps, découvert dans une déviation de la route, présentait des brûlures graves et des signes de torture. Des voisins de la communauté affirment qu'il avait reçu des menaces de mort de la part des gardes de sécurité des propriétaires terriens des environs.

Des leaders des communautés paysannes et des membres de l'Observatoire permanent international des droits de l'homme ont dénoncé qu'ils avaient reçu de nouvelles menaces de mort. Néanmoins, ils déclarent qu'ils continueront de défendre avec fermeté la vie et la préservation des droits fondamentaux de nos communautés et de nos peuples.

Les femmes pour la terre : des exemples de résistance

Dans cette histoire de la lutte pour la terre s'entretissent beaucoup d'exemples silencieux de femmes qui ont résisté, depuis la multiplicité de leurs rôles de mères, d'épouses, de dirigeantes et de travailleuses.

« Les femmes vivent dans une situation où tous leurs droits sont susceptibles d'être violés : elles n'ont pas accès à des terres cultivables ni à aucun autre moyen de production qui leur permette de survivre. Devant cette situation, elles se voient obligées de chercher d'autres options : en brisant les barrières sexuelles, elles luttent aux côtés de leurs compagnons paysans et entreprennent toutes les tâches que leur présente leur situation actuelle.

Les femmes sont constamment harcelées par les gardes de sécurité, par la police, par les militaires et par la marine. Elles craignent d'aller travailler, ce qui a des effets négatifs sur leurs revenus et aggrave leur situation. Au cours des expulsions et des harcèlements, elles et les personnes qui leur sont chères sont victimes de violences physiques. » [1]

La Rencontre internationale pour les droits de l'homme, qui eut lieu en février de cette année [2], fut pour nous l'occasion de parcourir quelques établissements paysans et de parler avec Consuelo et avec Guadalupe. Elles sont un exemple des nombreuses femmes qui luttent pour la terre, pour la dignité et pour que soit meilleur l'avenir de leurs enfants et des autres familles paysannes.

Consuelo, femme, mère et militante de l'établissement La Lempira, Bajo Aguán, Honduras. Elle est membre du Mouvement paysan unifié de l'Aguán (MUCA).

« Il y a cinq ans, j'ai décidé de rejoindre le mouvement pour la récupération des terres. Les mouvements paysans ont commencé à apparaître il y a une vingtaine d'années, pour défendre et récupérer les terres du Bajo Aguán. Depuis, la répression a été incessante et elle s'est intensifiée à partir du coup d'État de 2009. Les accords signés ne sont pas respectés. On nous a promis l'achat de secteurs occupés et de terres non cultivées dans les zones récupérées, mais cela n'a pas été fait à ce jour. On nous demande des prix très chers pour des terres qui appartenaient déjà à la réforme agraire, on ne nous accorde pas les années de grâce que nous demandons, et les intérêts que nous devons payer sont très élevés.

Les persécutions sont intenses et permanentes, et la situation s'aggrave de jour en jour à cause des menaces de mort. Il y a de la torture psychologique, surtout parce que les membres des

mouvements des différentes entreprises [organisations paysannes semblables à des coopératives] sont prisonniers dans les établissements, nous ne sommes pas libres de circuler à l'extérieur de la zone où nous avons été réinstallés parce que nous courons le risque d'être assassinés ou séquestrés.

Ici on sait que les menaces proviennent des propriétaires terriens, parce que, tout à coup, ils sont propriétaires de tout, ils ont l'argent, les armes, tout. Ils sont les principaux responsables de la persécution, des meurtres et des violences contre les paysans et les paysannes. René Morales et Miguel Facussé, nous les appelons les maîtres de la mort, parce que ce sont eux qui décident à quel moment quelqu'un va mourir, dans la pratique ils gouvernent la mort et prennent cette décision.

La vie des femmes qui luttent, dans des mouvements paysans ou dans diverses organisations, pour produire des changements dans notre pays ou dans nos foyers est très difficile, parce que nous avons toujours été victimes de violences. On dit que les femmes sont plus faibles mais, à vrai dire, c'est nous qui avons lutté sur divers fronts, pour la terre, contre la privatisation de l'éducation, pour la santé, parmi d'autres revendications. En tant que femmes honduriennes, nous avons brandi notre estime de nous-mêmes et nous continuons de lutter pour transformer notre pays et pour donner à nos enfants une vie meilleure. Même si nous vivons en couple, c'est à nous que s'adressent les enfants quand ils ont faim, pour dire « maman, j'ai faim ». C'est donc nous qui sommes confrontées au problème, c'est nous les piliers, et le principal objet de violence.

J'ai travaillé pour Facussé pendant sept ans, et je peux dire que le travail n'y était pas digne. On nous faisait signer des contrats de deux mois, et ensuite on nous proposait de travailler au noir [sans contrat]. J'ai exécuté des tâches diverses, à la fertilisation des palmiers, à la cueillette des fruits qui tombaient pendant la récolte, dans la pépinière ou dans l'usine à la fabrication d'huile, de beurre ou de margarine. Pour les applications [de produits chimiques] on ne nous donnait que des gants ; moi, j'ai été intoxiquée en faisant ce travail et, à la deuxième fois, j'étais déjà asthmatique, mes poumons étaient affaiblis par l'inhalation de produits chimiques. Je suis allée voir un médecin qui m'a dit que j'étais intoxiquée, que le poison était passé dans le sang, et elle m'a donné un certificat d'incapacité pour trois jours. L'ingénieur de l'entreprise a déchiré le certificat et j'ai continué à travailler, jusqu'au jour où il a vu que ma santé était de plus en plus mauvaise et il m'a dit de rentrer chez moi jusqu'à ce que je sois guérie. Sans travail, pas de salaire, c'est de l'exploitation des travailleurs, il est très dur d'être malade et de ne pas être payé. En rejoignant le mouvement pour la récupération de terres, j'ai pris la décision d'arrêter de travailler là.

Depuis huit mois, une persécution a été organisée contre moi et contre mes enfants, et on a cherché à savoir quels membres de ma famille vivent dans la région. Un jour, un garde de Facussé a demandé à une amie à moi où j'étais ; mon amie ne lui a pas donné cette information mais le garde lui a dit qu'il faudrait ‘liquider' tous ceux qui avaient travaillé pour Facussé. Ma maison est surveillée, mes filles ont été suivies quand elles vont à l'école, on les surveille chaque jour. À une autre occasion, à la sortie de l'école une fourgonnette a poursuivi ma fille ; quand elle s'est jetée dans le fossé pour ne pas être renversée, ils se sont arrêtés et baissé la vitre pour braquer des armes sur elle et lui demander des renseignements sur sa mère. Ils riaient de la voir effrayée, ils lui ont posé des questions sur sa mère et sur le reste de sa famille, ils lui ont demandé où je travaillais et ils ont menacé de la tuer si elle mentait. Pour l'intimider ils lui disaient ‘nous allons te tuer, et nous allons emporter ta mère loin de toi et nous allons la tuer elle aussi'. Ils ont tellement effrayé mes filles qu'elles ont toutes les deux échoué à l'école, parce qu'elles ont peur et qu'elles sont très tendues. »

Guadalupe, femme, mère et veuve, établissement Guadalupe Carney. Son époux, membre du Mouvement paysan de l'Aguán (MCA), a été tué en novembre 2010, dans la propriété El Tumbador,

Bajo Aguán, Honduras. [3]

« Ils étaient cinq paysans, et plus de 200 gardes de sécurité de Miguel Facussé les ont attendus, ils les ont attaqués de deux côtés sans leur laisser d'issue. Il y a eu des coups de feu pendant trois heures, parce qu'on les a poursuivis jusqu'à ce que tous soient morts. Ils n'avaient pas d'armes, ils ne portaient que leurs machettes pour travailler ; les mêmes gardes leur ont mis des armes dans les mains après les avoir tués, pour les prendre en photo et que le peuple entier dise que les paysans ont des armes.

J'ai été la dernière à apprendre que mon mari était mort ; la population s'est mobilisée pour les sortir du champ où ils étaient morts, parce que les gardes de Facussé voulaient les brûler avec de l'essence pour que nous ne puissions pas les veiller dans notre village. Plus tard, nous avons appris que Facussé essayait de payer pour ces morts, il offrait de l'argent aux familles pour qu'elles lui donnent les corps, pour qu'elles ne puissent pas faire de réclamation... comme s'il payait pour des animaux qu'il aurait tués. Il cherchait à se débarrasser du problème, mais nous avons refusé et nous avons répondu que ce que nous voulions, c'était qu'on fasse justice contre lui, parce que son argent n'allait pas nous rendre nos compagnons. En faisant cela, il se reconnaissait responsable des morts.

Lui, il peut tout faire avec de l'argent, mais ça ne peut pas se passer comme ça. Moi, j'aimerais qu'on fasse justice, pour démontrer que nous aussi nous avons de la valeur, et pas seulement lui ; c'est ce que je souhaite le plus. »

Il a été inévitable de revivre la douleur en commentant les événements de ce mois de novembre, neuf mois après avoir récupéré la propriété. Guadalupe retourne au moment présent pour parler de son fils d'âge scolaire, qui « était très attaché à son papa, parfois il ne peut pas dormir, je lui dis que c'est pour la terre qu'il est mort. Nous parlons toujours de son père ; à présent, il commence à mieux comprendre.

Après nous être organisés pour récupérer la terre en 2000, nous avons monté plusieurs entreprises avec des personnes de notre connaissances et nous nous sommes installés ici, en commençant par construire des *champitas* [des maisons de fortune faites avec du bois et du plastique]. Les parcelles ont été mesurées et chaque famille en a reçu un quart. Nous avons nettoyé le sol, récupéré les palmiers à huile existants et semé d'autres produits dans nos parcelles. Il ne faut pas toujours semer la même chose. En plus, au sommet des pentes nous partageons la terre entre les membres de la communauté pour y cultiver ce que chaque famille estime nécessaire ».

Se retrouvant seule face à la maison et en tant que chef de famille, Guadalupe a dû prendre sur elle un énorme fardeau et une grande responsabilité. En plus de s'occuper de son fils, elle a commencé à travailler dans une coopérative de producteurs ; elle élève des poules et des dindons, elle entretient son jardin où les bananiers, les palmiers à huile, les avocatiers, les yuccas, le maïs et d'autres cultures lui permettent de subsister, et elle assiste aux réunions du mouvement.

« Les militaires sont ici jour et nuit, ils surveillent constamment la communauté. Ils regardent qui est là et contrôlent les entrées et les sorties. Ils sont toujours là à écouter ce que nous disons et voir ce que nous faisons, pour en informer ceux qui s'opposent à la communauté, c'est-à-dire aux gens de René Morales ou de Miguel Facussé. En plus, il y a les gardes de Facussé, qui portent des vêtements différents chaque jour, parfois bleus, parfois blancs, pour qu'on ne les reconnaisse pas quand ils parcourent la route. La peur est toujours présente, tant que l'enfant n'est pas arrivé à l'école, pendant que je vais au travail à bicyclette à 4 heures du matin, à tout moment. On a peur de prendre la route, peur de les rencontrer, parce que, s'ils te voient seul, ils peuvent te tuer, c'est ce qui

est arrivé à un voisin, ils l'ont suivi et avant qu'il arrive chez lui ils lui ont tiré dessus. »

Quand on lui demande comment elle voit l'avenir, elle répond : « Je ne m'imagine pas ailleurs, mon fils et moi nous allons continuer à lutter pour ce que nous avons entrepris ici, comme il [son époux] l'a fait. J'aimerais pouvoir disposer de nos terres pour travailler en paix ».

La lutte et l'espoir des femmes

Malgré toutes les difficultés, les femmes s'organisent et se fortifient. Dans le cadre de la Rencontre internationale, un atelier a été organisé par des femmes « parce que nous pensons qu'il est important de nous regarder et de discuter, pour nous organiser, pour être plus fortes, pour connaître nos luttes et en tirer des leçons, pour comprendre et pour lutter contre le patriarcat ; nous devons toutes participer à la lutte, nous sentir appréciées, nous débarrasser de la peur et nous défendre ».

« Les femmes de l'Aguán et des organisations paysannes se battent pour la terre aux côtés de leurs compagnons ; avec eux, nous faisons face à la répression, à la violence des policiers, des militaires et des gardes de sécurité. Nous devons parfois enterrer nos compagnons, nos frères, nos pères et même nos propres enfants, pleurer pour eux et aller de l'avant. La peur de la répression nous donne des cauchemars, des nuits agitées, des maladies, des maux de tête ; l'énervement nous empêche de parler, de marcher, de vivre normalement. Mais nous nous rapprochons des autres femmes pour faire face à cette situation, nous nous mettons d'accord pour veiller à tour de rôle, pour dormir, manger et imaginer la façon de nous en sortir. Et nous y parvenons. Dans cette lutte nous sommes ensemble, tous et toutes. » [4]

[1] Rapport rédigé à partir de la visite d'une mission d'organisations des droits de l'homme dans la zone du Bajo Aguán, au Honduras, du 8 au 11 décembre 2010. La version intégrale du rapport est disponible surhttp://wrm.org.uy/paises/Honduras/HondurasMisionDDHH-2010.pdf .

[2] Rencontre internationale pour les droits de l'homme en solidarité avec le Honduras, organisée à Tocoa, Colón, du 17 au 20 février 2012. Des informations complémentaires et la déclaration finale de la rencontre sont disponibles surhttp://www.mioaguan.blogspot.com/ .

[3] Pour davantage d'information sur le massacre à El Tumbador, voir : “Masacre y barbarie en el Bajo
Aguán”, http://www.rel-uita.org/agricultura/palma_africana/masacre_y_barbarie_en_bajo_aguan.htm .

[4] Déclaration de l'atelier “Cuerpos, luchas y esperanzas de las mujeres” organisé à La Confianza, Colón, le 16 février 2012, en préparation de la Rencontre internationale pour les droits de l'homme en solidarité avec le Honduras. Le texte complet de la déclaration peut être lu
sur http://www.mioaguan.blogspot.com/ .

Article rédigé par le WRM suite à sa participation à la « Rencontre internationale pour les droits de l'homme et en solidarité avec le Honduras » qui eut lieu en février 2012.